

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 7 au 18 juillet 2025

### Réunion des ministres des Finances du G20 Finances, sur fond de tensions commerciales accrues et d'incertitudes économiques mondiales (*Reuters*)

La réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales du G20 s'est tenue du 17 au 18 juillet à Durban, dans un contexte de tensions commerciales accrues et d'incertitudes économiques mondiales. L'absence remarquée du secrétaire au Trésor américain Scott Bessent, pour la deuxième fois consécutive, interroge sur l'engagement des États-Unis, qui assumeront la présidence du G20 en 2026, alors que les menaces tarifaires de l'administration américaine pèsent sur les échanges. Le ministre sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, dont le pays pourrait se voir imposer des droits de douane de 30% au 1<sup>er</sup> août 2025, a averti que les déséquilibres persistants, la montée des tensions géopolitiques et le retour des barrières commerciales fragilisaient la reprise mondiale (en avril, le Fonds monétaire international a abaissé sa prévision de croissance mondiale pour 2025 à 2,8 %, contre 3,3 % dans ses projections de janvier). Il a appelé à renforcer le multilatéralisme et à promouvoir une coopération inclusive, au moment où le G20 peine à adopter des positions communes.

De son côté, le gouverneur de la Banque centrale sud-africaine, Lesetja Kganyago, a insisté sur la nécessité de maintenir l'agenda africain au cœur des discussions, incluant le financement du développement, le coût du capital, le climat et la mise en place d'un système panafricain de paiements. Il a aussi souligné la complexité accrue de la conduite des politiques monétaires, alors que l'inflation reste persistante dans plusieurs régions, et que les chocs externes, tarifaires comme déflationnistes, accroissent l'incertitude.

# Sommaire:

## Afrique Australe

- La DBSA et la China Development Bank signent un prêt de 293 M USD dans le but de financer des projets d'infrastructure en Afrique (*Engineering News*)

## Afrique du Sud

- La municipalité de Johannesburg trouve un accord avec Eskom pour le règlement de sa dette (*News 24*)
- La Banque Africain de Développement va prêter 475 M USD à l'Afrique du Sud pour les infrastructures de transport et d'énergie (*Reuters*)
- Arrestation d'anciens dirigeants de Transnet en lien avec les scandales de corruption sous la présidence Zuma (2009-2019) (*IOL*)
- La ministre des transports Barbara Creecy fixe les objectifs de réforme du secteur (*MoneyWeb*)
- Eskom annonce vouloir produire une électricité majoritairement décarbonée à l'horizon 2040 (*Reuters*)
- Visite du vice-président sud-africain Mashatile en Chine pour promouvoir l'intégration des chaînes de valeur économiques entre les deux pays (*Engineering News*)
- Les nouvelles taxes douanières américaines menacent le site de Mercedes-Benz à East London (*Business Tech*)
- Le président Ramaphosa engage des discussions diplomatiques pour réduire les droits de douane menaçant les exportations sud-africaines (*Business Live*)
- Les productions manufacturière et minière rebondissent en mai 2025 (*StatsSA*)
- Rebond simultané des ventes au détail et des ventes automobiles en mai 2025 (*StatsSA*)

## Angola

- L'Angola augmente le prix du diesel de 33% (*Angola 24 Horas*)
- La banque africaine d'Oman se prépare à opérer en Angola et a déjà reçu l'approbation de la BNA (*Expansao*)
- L'Angola obtient un score perfectible dans l'évaluation de la transparence de son industrie extractive (*ITIE*)
- L'Angola réduit sa dette vis-à-vis de la Chine et maintient sa stabilité financière (*Angonoticias*)
- Azule Energy fait une découverte de gaz dans le bassin du Bas-Congo (*Offshore Energy*)

## Botswana

- Le Botswana accélère la dépréciation de sa monnaie et élargit la bande de fluctuation (*Times Live*)
- L'inflation s'est maintenue à un niveau relativement stable au mois de juin (*StatsBots*)

## Namibie

- Le premier ministre indien Modi s'est rendu en Namibie pour renforcer les liens bilatéraux (*Tribune India*)
- L'inflation atteint 3,7 % sur un an en juin 2025 (*NamStats*)

## Zambie

- La Zambie accélère sur le solaire avec deux nouveaux projets sans garantie de l'État (*GBA Green Building*)

## Afrique Australe

### **La DBSA et la China Development Bank signent un prêt de 293 M USD dans le but de financer des projets d'infrastructure en Afrique (Engineering News)**

La Development Bank of Southern Africa (DBSA) et la China Development Bank (CDB) ont signé, le 8 juillet à l'occasion de la réunion annuelle du mécanisme interbancaire des BRICS, un prêt de 293 M USD destiné à financer des projets d'infrastructure en Afrique. Ce financement, le premier du genre entre ces deux établissements membres des BRICS, cible six secteurs clés : infrastructures urbaines, énergie, technologies de l'information, eau, santé et industrie manufacturière.

Cette ligne de crédit illustre une volonté de renforcer la coopération sino-africaine dans le domaine des infrastructures, conformément aux engagements pris dans le cadre du "Ten Major Partnership Actions", lors du sommet Chine-Afrique de 2024. Il témoigne du renforcement du positionnement de la Chine comme bailleur en Afrique, et répond également à la stratégie de la DBSA visant à diversifier ses sources de financement, dans un contexte de pressions croissantes sur les finances publiques africaines, poussant les banques de développement nationales à élargir leur accès à des capitaux concessionnels et alternatifs.

Par ailleurs, ce nouveau prêt intervient alors que le continent africain fait face à un déficit annuel de financement des infrastructures estimé à plus de 100 Mds USD, notamment dans l'énergie et le transport. Il reflète une volonté croissante d'opérationnaliser la coopération Sud-Sud pour répondre aux besoins massifs d'investissement dans les infrastructures de base.

## Afrique du Sud

### **La municipalité de Johannesburg trouve un accord avec Eskom pour le règlement de sa dette (News 24)**

La municipalité de Johannesburg et City Power (l'entreprise municipale de distribution d'électricité de la ville de Johannesburg) ont conclu fin juin un accord de remboursement échelonné d'une dette de 3,2 milliards ZAR (environ 160 M EUR) contractée auprès d'Eskom. L'arrangement, étalé sur quatre ans, fait suite à un audit mené par le South African National Energy Development Institute (SANEDI) révélant des erreurs de facturation liées aux épisodes de délestage, ouvrant la voie à une remise partielle de 830 millions ZAR (40 M EUR). Les remboursements s'appuieront sur les recettes tarifaires existantes, sans hausse immédiate des prix pour les usagers. Johannesburg devient ainsi la deuxième grande métropole sud-africaine, après Pretoria (Tshwane) en décembre dernier, à formaliser un plan opérationnel de désendettement avec Eskom. L'encours total des arriérés municipaux dépasse 95 milliards ZAR (4,5 Mds ZAR) à l'échelle nationale.

### **La Banque Africain de Développement va prêter 475 M USD à l'Afrique du Sud pour les infrastructures de transport et d'énergie (Reuters)**

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 1er juillet, un prêt de 474,6 M USD à l'Afrique du Sud dans le cadre de son programme de soutien aux réformes « Infrastructure Governance and Green Growth Programme (IGGGP) ». Ce financement vise à accompagner les efforts du gouvernement sud-africain pour moderniser ses infrastructures critiques, améliorer l'efficacité énergétique et accélérer la transition vers une économie plus verte et résiliente. Il s'agit du deuxième appui budgétaire de la BAfD dans ce cadre, après une première enveloppe de 300 M USD en 2023, qui avait permis de consolider la stabilité budgétaire sud-

africaine et de soutenir le développement des énergies renouvelables.

Ce nouveau prêt s'inscrit dans une enveloppe plus large de financements multilatéraux, comprenant notamment une ligne de crédit de 1,5 Md USD de la Banque mondiale, ainsi que des contributions de la KfW, de la JICA et du Fonds OPEP. L'objectif global est de renforcer la gouvernance des infrastructures, réduire les émissions de gaz à effet de serre, et créer des conditions propices à l'investissement privé, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'eau.

Le programme IGGGP soutient également les réformes structurelles du secteur de l'électricité, notamment le dégroupage d'Eskom (séparation des activités de production, transmission et distribution) et la construction d'un marché de l'électricité plus compétitif.

### **Arrestation d'anciens dirigeants de Transnet en lien avec les scandales de corruption sous la présidence Zuma (2009-2019) (IOL)**

Les anciens dirigeants de Transnet, Siyabonga Gama et Brian Molefe ont été arrêtés pour fraude, blanchiment d'argent et corruption par la *Investigating Directorate Against Corruption (IDAC)* dans le cadre d'un contrat de 93 M ZAR (4,46 M EUR) pour l'achat de 1064 locomotives datant de 2014.

Ce contrat faisait partie d'un ensemble de projets de 54 Mds ZAR (2,6 Mds EUR), qui contenait plusieurs violations et irrégularités financières. Cette arrestation s'inscrit dans un processus de lutte anti-corruption initié par le président Ramaphosa pour prendre des mesures contre les dérives constatées à l'époque de la Capture de l'Etat sous la présidence Zuma (2009-2019).

Plusieurs scandales ont notamment impliqué la famille Gupta à travers les entreprises Trillian et Regiments Capital, qui ont effectué des transferts suspects avec la complicité des anciens dirigeants. Trillian aurait ainsi transféré 74 M ZAR (3,5

M EUR) à une société nommée Albatime, dont le propriétaire est proche des Gupta, sans justification. Le coût total du projet est également passé de 38 à 50 Mds ZAR (1,8 Md à 2,3 Mds EUR) sans raison.

### **La ministre des transports Barbara Creecy fixe les objectifs de réforme du secteur (MoneyWeb)**

La ministre des Transports, Barbara Creecy, a confirmé que 163 manifestations d'intérêt ont été reçues à la suite d'un appel lancé en mars dernier aux acteurs privés pour relancer le secteur du fret ferroviaire. Il s'agit d'une étape préalable à un appel d'offres officiel prévu fin août 2025, prévoyant le lancement de partenariats publics-privés pour les cinq corridors stratégiques du pays. L'objectif est double : revitaliser les infrastructures vieillissantes de Transnet et accélérer les performances logistiques nationales en déclin.

Pour rappel, Transnet a enregistré une perte nette de 7,3 Mds ZAR (350 M EUR) pour l'exercice 2023/24 et sa dette s'élève à 130 Mds ZAR (6,2 Mds EUR). L'entreprise se tourne donc vers le secteur privé pour remédier à son manque de financements.

Le Département des Transports a signé un accord avec le Trésor et la DBSA (*Development Bank of South Africa*) pour que cette dernière héberge le nouveau département pour la participation du secteur privé qui permettra de suivre les investissements. Certains projets de réhabilitation qui ne peuvent attendre la finalisation des accords avec les entreprises privées seront engagés grâce au budget de Transnet pour un total de 30 Mds ZAR (1,43 Md EUR).

Barbara Creecy a indiqué plusieurs objectifs majeurs à atteindre d'ici 2029-2030, qui incluent le transport de 250 millions de tonnes de fret ferroviaire par an (151,7 millions de tonnes transportées au cours de l'exercice financier 2023/24), d'atteindre le standard international de 30 mouvements de grue par heure dans les ports, garantir 600 millions de trajets par an pour les passagers ferroviaires (40 M de passagers en 2023/2024), et de pouvoir faire transiter 42 millions de personnes par

an dans les aéroports du pays (33 M en 2023/2024).

Un projet de train à grande vitesse entre le Gauteng et le Limpopo a également été annoncé. Bien que cette projection semble très optimiste, certaines sources au sein du département évoquent un potentiel début de travaux prévu pour fin 2026 et une mise en service en 2030. Ce train relierait Johannesburg, Pretoria, Mokopane, Polokwane et Musina (frontière zimbabwéenne) sur une distance totale de 500 km avec une vitesse moyenne de 177 km/h. Les modalités de financement du projet restent pour l'instant très flou.

### **Eskom annonce vouloir produire une électricité majoritairement décarbonée à l'horizon 2040 (Reuters)**

L'électricien public sud-africain Eskom, a présenté mercredi 16 juillet un plan de transition énergétique visant à convertir l'essentiel de sa production vers les énergies renouvelables d'ici 2040. Pour rappel, le mix énergétique d'Eskom reste aujourd'hui à plus de 80 % dépendant du charbon.

Eskom entend faire passer sa capacité en énergies renouvelables de moins de 1 GW actuellement à 32 GW en 2040, tout en réduisant sa capacité charbon de 39 GW à 18 GW. Cette transition s'appuiera sur deux leviers : la construction de nouveaux projets d'énergies renouvelables et la reconversion de plusieurs centrales à charbon vieillissantes. Pour piloter cette mutation, Eskom prévoit de créer une unité dédiée aux énergies renouvelables au sein de l'entreprise.

Cet objectif semble reporter la majorité des efforts de décarbonation à la décennie 2030 sachant que six centrales à charbon d'Eskom (Lethabo, Kendal, Tutuka, Majuba, Matimba et Medupi) bénéficient d'exemptions limitées des lois sur la qualité de l'air et des réglementations sur la réduction des émissions nocives, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2030. Deux autres centrales (Duvha et Matla) sont exemptées jusqu'en 2034.

Malgré cette ambition affichée, Eskom reste confrontée à des freins structurels majeurs. Une dette colossale de 400 Mds ZAR (19,5 Mds EUR), notamment liée aux dettes impayées des municipalités

(équivalent à environ 5 Mds EUR), qui limite sa capacité à investir qui fragilise ses finances.

La transition énergétique de l'Afrique du sud est notamment soutenue par la *Just Energy Transition Partnership* (JET-P), une initiative internationale d'aide au financement de cette transition, à laquelle la France contribue à hauteur de 1 Md EUR via des prêts de l'Agence Française de Développement (AFD).

### **Visite du vice-président sud-africain Mashatile en Chine pour promouvoir l'intégration des chaînes de valeur économiques entre les deux pays (Engineering News)**

S'exprimant le 16 juillet dernier lors de l'ouverture de la troisième China International Supply Chain Expo (CISCE), le vice-président sud-africain Paul Mashatile a souligné les opportunités à saisir pour étendre et diversifier les chaînes d'approvisionnement entre la Chine et l'Afrique du Sud. Il a rappelé que l'Afrique du Sud, forte de son économie diversifiée et de sa position géostratégique, peut constituer une porte d'entrée naturelle de l'industrie chinoise vers l'ensemble du continent africain. Lors de sa visite, le vice-président était accompagné de plusieurs ministres, dont le ministre du commerce et de l'industrie Parks Tau et le ministre de l'agriculture John Steenhuisen.

Cette relation commerciale, selon lui, constitue un facteur de stabilité pour l'Afrique du Sud, à travers une coopération industrielle de longue date entre les deux pays. Toutefois, Mashatile a appelé à un rééquilibrage du commerce bilatéral, soulignant que les exportations sud-africaines vers la Chine sont encore largement dominées par les matières premières, alors même que le pays dispose d'un secteur industriel avancé, d'infrastructures développées et de services compétitifs.

Paul Mashatile a également plaidé pour une meilleure visibilité des produits sud-africains sur les grandes plateformes de commerce en ligne chinoises, telles que Alibaba, qu'il considère comme des leviers essentiels pour stimuler les exportations

sud-africaines et diversifier leur composition.

Dans le même temps, l'Afrique du Sud a récemment pris plusieurs mesures tarifaires destinées à protéger son industrie locale face à la concurrence chinoise et à l'écoulement de surcapacités sur le marché sud-africain. Deux annonces importantes ont été faites à ce sujet. L'imposition de droits de douane de 13 % sur l'acier laminé à chaud en provenance de Chine, à compter du 1er mai et la révision de 82 codes tarifaires concernant l'importation de matériaux et de composants stratégiques entrant dans la fabrication d'éoliennes, de panneaux solaires et de batteries de stockage.

### **Les nouvelles taxes douanières américaines menacent le site de Mercedes-Benz à East London (Business Tech)**

Les nouvelles taxes douanières imposées par les États-Unis pourraient contraindre Mercedes-Benz à fermer son usine d'East London, en Afrique du Sud, selon le Premier ministre par intérim de la province du Cap-Oriental, Mlungisi Mvoko, ce qui aurait des conséquences dramatiques sur l'emploi et l'industrie automobile locale.

À compter du 1er août 2025, Washington prévoit de relever à 30 % les droits de douane sur certaines importations sud-africaines. Une telle mesure visant spécifiquement l'Afrique du Sud s'ajouterait à une première hausse de 25 % appliquée depuis avril à tous les véhicules importés aux États-Unis, qui s'ajoute elle-même à un tarif plancher préexistant de 10 %.

Ces mesures impactent particulièrement le secteur automobile sud-africain, dont les exportations de véhicules vers les États-Unis ont chuté de 82 % au premier semestre 2025, avec seulement 2 875 voitures exportées contre 16 112 un an plus tôt. Près de la totalité de ces véhicules étaient des Mercedes-Benz Classe C assemblées à East London. Sur le seul deuxième trimestre, la baisse atteint 87 %, avec à peine 1 172 véhicules expédiés entre avril et juin, contre plus de 9 200 sur la même période en 2024.

Le gouvernement provincial aurait récemment envoyé une délégation à Stuttgart, siège du groupe, pour tenter de maintenir les investissements du constructeur en Afrique du Sud. L'option d'une réorientation vers d'autres marchés d'exportation est désormais envisagée.

Au-delà du cas Mercedes-Benz, la African United Business Confederation (AUBC) alerte sur les effets systémiques de ces barrières douanières. D'autres groupes comme BMW et Volkswagen, très implantés localement, sont également exposés. D'autres filières exportatrices sont aussi menacées, notamment les agrumes, le vin, les noix de macadamia, le platine, le manganèse ou encore les machines industrielles.

### **Le président Ramaphosa engage des discussions diplomatiques pour réduire les droits de douane menaçant les exportations sud-africaines (Business Live)**

Le président Cyril Ramaphosa a confirmé que l'Afrique du Sud était en pourparlers avec les États-Unis afin de tenter d'atténuer ou d'annuler le relèvement à 30 % des droits de douane annoncé par les autorités américaines sur les exportations sud-africaines, qui doit entrer en vigueur le 1er août. Cette mesure, qui remet en cause l'accès préférentiel de l'Afrique du Sud au marché américain via l'AGOA, menace plusieurs secteurs clés, dont l'automobile, l'agriculture, le vin et les produits agricoles transformés. Le Président Ramaphosa a indiqué que certaines entreprises locales avaient déjà vu leurs exportations chuter de plus de 80 % suite à l'annonce de ces hausses. Il a mis en garde contre les effets potentiels de ces annonces sur l'investissement et la fuite des capitaux, alors que le pays cherche à relancer sa production industrielle.

Le gouverneur de la Banque centrale, Lesetja Kganyago, a estimé que jusqu'à 100 000 emplois pourraient être menacés, notamment dans l'agriculture, qui emploie de nombreux travailleurs peu qualifiés. Rien que dans la filière agrumicole, 35 000 emplois sont jugés à risque.

## Les productions manufacturière et minière rebondissent en mai 2025 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 0,5 % sur un an en mai 2025, après une contraction de 6,4 % en avril. Cette hausse a été principalement soutenue par le poste « fer et acier de base, métaux non ferreux, produits métalliques et machines » (+4,3 %, soit une contribution positive de 0,9 point), tandis que le poste « véhicules à moteur, pièces et accessoires, et autres équipements de transport » a enregistré la plus forte contribution négative (-6,7 %, soit -0,6 point). Dans le même temps, la production minière a enregistré un rebond de +0,2 % sur un an en mai, après une baisse de 7,7 % en avril. Cette amélioration a été portée essentiellement par la production de minerai de fer (+12,5 %, soit une contribution positive de 1,7 point), tandis que les performances du minerai de manganèse (-13,0 %, soit une contribution de -1,0 point) et du charbon (-4,6 %, soit -1,0 point) ont pesé négativement sur la production minière.

## Rebond simultané des ventes au détail et des ventes automobiles en mai 2025 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques StatsSA, les ventes au détail ont augmenté de 4,2 % sur un an au mois de mai 2025. Cette progression a été principalement portée par les ventes de « textile, habillement, chaussures et articles en cuir » (+12,5 %, soit une contribution positive de 2,1 points). StatsSA a également relevé une hausse de 4,7 % des ventes du secteur automobile en mai 2025 par rapport à l'année précédente. Cette progression a été principalement portée par les ventes de véhicules d'occasion (+9,6 %, soit une contribution positive de 1,9 point), les ventes d'accessoires (+6,6 %, soit +1,3 point), les ventes de carburant (+4,8 %, soit +1,3 point) ainsi que les ventes de véhicules neufs (+5,2 %, soit +1,2 point), tandis que les ventes de véhicules neufs ont chuté (-15,3 %, soit une contribution de -0,9 point).

## Angola

### L'Angola augmente le prix du diesel de 33% (Angola 24 Horas)

Cette hausse, la troisième de l'année, s'inscrit dans le cadre de la réduction progressive des subventions sur les carburants, recommandée par le FMI afin d'alléger le fardeau sur les finances publiques du pays. Le prix du litre de diesel passera ainsi de 300 à 400 kwanzas (environ 0,43 USD). Conséquence de cette augmentation, le tarif des taxis collectifs est passé à 300 AOA (0,32 \$) soit 50 % d'augmentation et celui des bus publics de 150 AOA (0,16\$) à 200 AOA (0,21\$).

Cette mesure devrait avoir un impact sur l'inflation et suscite déjà des réactions populaires de mécontentement.

### La banque africaine d'Oman se prépare à opérer en Angola et a déjà reçu l'approbation de la BNA (Expansao)

Avec cette implantation, le système bancaire national comptera à nouveau 22 institutions bancaires, puisque VTB Africa est en phase de liquidation, suite à sa dissolution.

Il convient de noter qu'en décembre 2024, le ministère angolais des Finances a signé un mémorandum avec la Banque d'investissement d'Oman à Mascate afin de collaborer sur les instruments financiers et les émissions de dette souveraine.

Outre ce mémorandum, les deux pays ont signé un accord pour l'acquisition de participations dans les mines de diamants de Catoca et de Luele.

### L'Angola obtient un score perfectible dans l'évaluation de la transparence de son industrie extractive (ITIE)

L'Angola a obtenu un score perfectible (63,5%) dans la mise en œuvre de la norme de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Ce score est une moyenne des composantes « Engagement des parties prenantes » (67,5 %), « Résultats et impact » (72,5 %) et

«Transparence» (50,5 %), telles que publiées par le ministère des Ressources minérales, du Pétrole et du Gaz. Le conseil d'administration de l'ITIE a reconnu les progrès de l'Angola, en particulier la création de la plateforme nationale de l'ITIE, mais a également souligné la nécessité de surmonter les obstacles juridiques à la divulgation des revenus pour plus de transparence.

[L'Angola a rejoint l'ITIE en 2022 et a depuis entrepris des étapes initiales pour intégrer des pratiques de transparence dans son secteur extractif.](#)

### **L'Angola réduit sa dette vis-à-vis de la Chine et maintient sa stabilité financière (*Angonoticias*)**

[L'Angola a maintenu une réduction durable de la dette contractée avec la Chine dans le cadre de la reconstruction nationale.](#) Au cours des deux dernières années, cette dette est passée d'environ 10 Mds USD à 8,9 Mds USD, et devrait atteindre 7,5 Mds USD d'ici la fin de l'année 2025. La réduction concerne en particulier la dette collatéralisée avec le pétrole (pratique désormais interdite). Selon l'UGD (l'unité de gestion de la dette du ministère des finances), la dette publique totale de l'Angola a atteint 61,9 Mds USD au premier semestre 2025, répartie entre 16,7 Mds USD de dette intérieure et 45,2 Mds USD de dette extérieure. Le gouvernement angolais a privilégié la dette interne pour financer le budget général de l'Etat, alors que l'accès au financement extérieur a été limité en raison de la situation internationale et de la difficulté d'accès aux financements internationaux pour l'Angola. En ce qui concerne le marché des euro-obligations, l'Angola a une échéance de remboursement en novembre 2025 de 864 M USD, un défi pour l'Etat qui est en train de créer les conditions pour y faire face. Les réserves internationales ont augmenté à 15,5 Mds USD, ce qui est un niveau assez confortable mais l'UGD elle-même reconnaît que la dette angolaise contient des éléments de risque, notamment l'exposition très élevée aux devises étrangères.

### **Azule Energy fait une découverte de gaz dans le bassin du Bas-Congo (*Offshore Energy*)**

[Azule Energy, coentreprise entre ENI et BP, a fait une découverte de gaz dans un bloc offshore situé dans le bassin du Bas-Congo.](#) Comme l'a rapporté l'Agence nationale angolaise du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG), la découverte a été faite dans le puits d'exploration Gajajeira-01 du bloc d'eau peu profonde 1/14. L'opérateur du bloc et actionnaire à 35 % est Azule Energy, avec ses partenaires Equinor (30 %), Sonangol E&P (25 %) et Acrep (10 %). Foré le 1er avril 2025 à une profondeur d'eau de 95 mètres et à environ 60 kilomètres au large, le puits a rencontré des grès contenant du gaz et des condensats dans l'une des cibles de l'Oligocène inférieur, désignée LO100.

Il s'agit d'un moment marquant pour l'exploration gazière en Angola car le puits Gajajeira-01 est le premier puits d'exploration gazière dédié en Angola (la production de gaz naturel en Angola provient seulement jusqu'à présent du « gaz associé » obtenu lors des opérations d'exploitation du pétrole brut). Selon le ministère de tutelle, le puits découvert contient plus de 1 000 milliards de pieds cubes de gaz et 100 millions de barils de condensat.

Azule Energy a l'intention de continuer à évaluer le potentiel total de la découverte du puits Gajajeira-01 et de déterminer la meilleure voie à suivre pour le développement potentiel dans la zone de découverte. Les résultats confirment également la présence d'un système d'hydrocarbures, ouvrant de nouvelles opportunités d'exploration dans la région.

# Botswana

## **Le Botswana accélère la dépréciation de sa monnaie et élargit la bande de fluctuation (*Times Live*)**

Afin de soutenir sa compétitivité extérieure, le Botswana a décidé d'accélérer la dépréciation annuelle du pula (BWP), qui devrait atteindre 2,76% pour l'année à venir, contre une prévision initiale de 1,51%. Dans un contexte marqué par un ralentissement inédit du marché du diamant, le pays a enregistré une croissance négative (-3%) en 2024. Les réserves de change ont chuté à leur plus bas niveau historique, couvrant désormais 5,2 mois d'importations. Si le Botswana évite pour l'instant les pénuries de devises observées ailleurs sur le continent, la pression sur la balance des paiements reste forte. Pour y répondre, la Banque centrale a élargi la bande de fluctuation quotidienne du pula, de  $\pm 0,125\%$  à  $\pm 7,5\%$ , afin de permettre une plus grande flexibilité de son taux de change. Pour mémoire, le pula est arrimé à un panier de devises dominé à 50% par le rand sud-africain, complété par des Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. Le taux de change est désormais attendu à 14,58 BWP pour 1 USD d'ici la fin de l'année 2025.

En parallèle, le seuil minimal des opérations de change entre la Banque centrale et les banques commerciales a été relevé de 1 à 5 millions de dollars. Cette mesure vise à encourager le développement du marché interbancaire des devises et à réduire la dépendance des banques à l'égard de la Banque centrale, dans un contexte de baisse des réserves. L'ensemble de ces ajustements vise à renforcer la résilience de l'économie botswanaise face aux chocs extérieurs tout en préservant ses réserves de change.

## **L'inflation s'est maintenue à un niveau relativement stable au mois de juin (*StatsBots*)**

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), l'inflation est repartie légèrement à la hausse au mois de juin, pour

atteindre 2,0 % sur un an (contre 1,9 % en glissement annuel en mai). Elle reste toutefois en dessous de la borne inférieure de la fourchette-cible de la Banque centrale (3% à 6%). Ce taux demeure également bien inférieur à celui de 2,8 % enregistré en juin 2024. Cette hausse marginale de l'inflation entre mai et juin 2025 s'explique principalement par les catégories « aliments et boissons non alcoolisées » ainsi que « biens et services divers », qui ont contribué à hauteur de 0,8 point de pourcentage à la hausse totale. Le poste « transports » a, en revanche, exercé un effet modérateur sur la progression des prix, avec une contribution négative de 0,5 point. Au vu de ces résultats, la Banque centrale du Botswana devrait maintenir son taux directeur à 1,9 % lors de sa prochaine réunion de politique monétaire.

# Namibie

## **Le premier ministre indien Modi s'est rendu en Namibie pour renforcer les liens bilatéraux (*Tribune India*)**

Le premier ministre indien, Narendra Modi, a rencontré la présidente namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah lors d'une visite d'Etat en Namibie le 9 juillet 2025, afin de renforcer leur coopération bilatérale, notamment dans les secteurs stratégiques de la défense, des diamants, de la santé et des minéraux critiques.

Les deux pays ont notamment signé quatre accords, pour la création d'un Centre de Développement de l'Entrepreneuriat, pour la coopération dans le domaine de la santé, dans les biocarburants et dans les infrastructures résilientes aux catastrophes.

Narendra Modi a également invité la Namibie à rejoindre la *National Critical Minerals Mission* et à travailler ensemble vers un accord sur les minéraux critiques.

L'Inde témoigne d'un fort intérêt pour l'Afrique dans sa volonté de sécuriser ses approvisionnements en minerais critiques. Le géant indien Vedanta possède déjà d'importantes mines en Zambie (cuivre) et en Afrique du Sud (zinc). La compagnie minière indienne NMDC a ouvert début

juillet un centre stratégique à Dubaï pour soutenir ses acquisitions en Afrique.

## **L'inflation atteint 3,7 % sur un an en juin 2025 (NamStats)**

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), l'inflation a atteint +3,7 % sur un an au mois de juin 2025 (après +3,5 % en mai), un niveau supérieur aux prévisions des économistes, qui tablaient sur une hausse plus modérée à 3,3 %. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,4 %, soit une contribution positive de 1,3 point), suivis par les « boissons alcoolisées et tabac » (+6,9 %, soit une contribution positive de 1 point), et le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+5,3 %, soit une contribution positive de 1 point). À l'inverse, les prix ont reculé dans le secteur des transports (-2,2 %, soit une contribution négative de 0,4 point). Les effets de base, notamment liés aux prix du pétrole et à la dépréciation précédente de la monnaie, sont désormais en grande partie stabilisés. La hausse des prix devrait en conséquence se poursuivre tout au long de l'année 2025, jusqu'en 2026.

Pour mémoire, le Comité de politique monétaire (MPC) de la *Bank of Namibia* a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur de l'institution monétaire inchangé à 6,75 % le 16 juin 2025.

## Zambie

### **La Zambie accélère sur le solaire avec deux nouveaux projets sans garantie de l'État (GBA Green Building)**

La Zambie franchit une nouvelle étape dans le développement des énergies

renouvelables et l'ouverture de son marché de l'électricité. Deux grandes centrales solaires, d'une capacité totale de 250 mégawatts, seront construites dans les provinces centrale et méridionale du pays.

Le contrat d'achat d'électricité à long terme (PPA) a été signé entre Africa GreenCo et le groupe AXIAN Energy. Le projet ne repose sur aucune garantie financière de l'État zambien, une première pour le pays. Le financement est structuré avec le soutien de la banque sud-africaine Standard Bank.

Cette opération marque une avancée importante vers la libéralisation du marché de l'électricité en Zambie. Africa GreenCo, trader d'électricité en Afrique australe, qui joue le rôle d'intermédiaire, achètera l'électricité pour ensuite la revendre sur le marché régional de l'électricité d'Afrique australe (le SAPP – *Southern African Power Pool*). Ce projet témoigne de la confiance croissante des investisseurs privés dans les réformes engagées par le pays, avec le soutien des institutions financières internationales.

La Zambie confirme ainsi son ambition de devenir un hub régional des énergies renouvelables. L'objectif : diversifier un mix énergétique encore trop dépendant de l'hydroélectricité, souvent affectée par les sécheresses, dont celle liée au phénomène climatique El Nino en 2024 ayant entraîné un état de catastrophe naturelle, et renforcer la sécurité énergétique du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)